



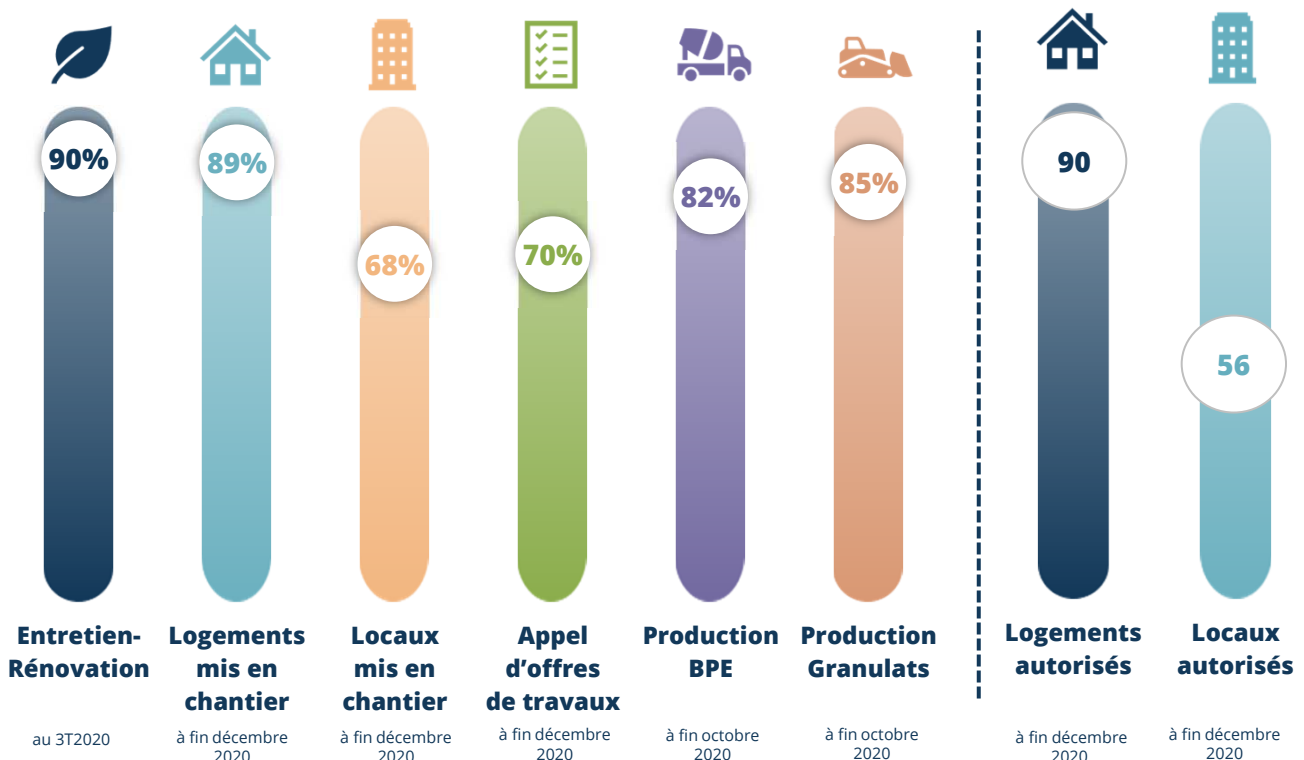
## Suivi régional de la relance de l'économie de la filière Construction

La CERC Hauts-de-France, en tant qu'observatoire de la filière Construction en région, propose dans cette note une analyse centrée sur le rythme de relance de l'activité

### Vue d'ensemble

**Niveau d'activité 2020 comparé au niveau 2019 (à la même période)**

Unité : taux d'avancement | Traitement : CERC | Sources : SDES, Réseau des CERC, Double Trade; UNICEM



Sans surprise la crise économique a fortement impacté, l'activité de la filière construction en 2020. Les tendances pour le début d'année 2021 se révèlent « attentistes » la fragilité de certains indicateurs macro-économiques faisant planer l'incertitude quant à une reprise rapide de l'activité.

Les marchés de l'entretien-rénovation de logements comme de locaux demeurent dégradés au 3<sup>ème</sup> trimestre et en fin d'année, davantage sur le segment du non résidentiel. Les carnets de commandes sont en repli et les perspectives d'activité sont pessimistes pour le 1er trimestre 2021.

Sur le neuf, le taux d'avancement de l'activité sur le segment du logement, affiche 89% comparé à 2019 (les volumes construits n'avaient plus été aussi bas depuis 2015). Par type de logements, seul l'individuel groupé a résisté, terminant l'année avec un niveau supérieur à celui de 2019. Les ventes de logements neufs suivent cette tendance baissière.

Du côté des locaux, sur un an la baisse des surfaces de locaux mises en chantier est importante (-32% par rapport à 2019). Toutefois, ces évolutions sont à relativiser car les volumes restent élevés en 2020 : 2018 et plus particulièrement 2019 correspondant à des années hautes pour la construction de locaux.

#### Les perspectives d'activité pour les mois à venir sont mal orientées :

les autorisations de construire sur les logements se replient de -10,5% sur un an (le collectif : -15%), ainsi que les commercialisations de logements : le taux d'avancement des mises en vente est de 69% par rapport à 2019 (cumul des 3 trimestres 2020 comparés à ceux de 2019) ; les dépôts de permis de construire de surfaces de locaux se contractent nettement.

La nette compression des appels d'offres en 2020 a pénalisé les entreprises de Travaux Publics et pèse sur leur activité future (70% des appels d'offres de travaux publics remis sur un an par rapport à 2019). Les premiers résultats concernant les marchés de travaux publics publiés début 2021 montrent toujours un décalage par rapport à 2019 (-11%).

Les productions de matériaux ne retrouvent pas des niveaux comparables à ceux d'avant la crise. La tendance pour début 2021 s'affiche négative.



# 1 | Quel niveau d'activité aujourd'hui ?

## Pour les entreprises de Bâtiment

L'activité entretien-rénovation remonte la pente au 3<sup>ème</sup> trimestre, même si elle ne retrouve pas encore son niveau de 2019 sur le segment du logement (-1,3%) comme sur celui des locaux (-3,5%). Les carnets de commandes en entretien-rénovation sont comparables à ceux de l'année dernière à la même période.

En 2020, l'activité de la construction neuve est négative aussi bien du côté des logements que des locaux par rapport à 2019 :

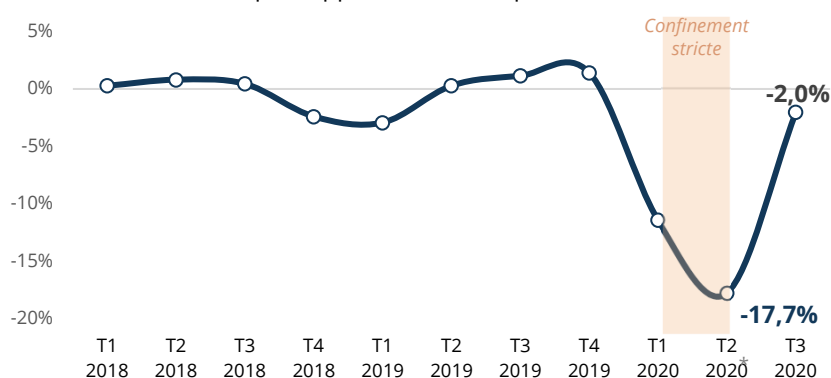
Concernant les logements : avec 21 400 unités les mises en chantiers affichent des niveaux bas (qui n'avaient pas été atteints depuis 2015). En fin d'année, les mises en chantier de logements, en individuel pur et plus particulièrement en collectif, tirent la tendance vers le bas : respectivement -5% et -20% (1 000 appartements commencés en moins) par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019.

Du côté des locaux : au regard des années 2018 et plus encore 2019 qui a été l'année la plus haute de la série depuis 2001 sur ce segment, la contraction des mises en chantier de non résidentiel se révèle d'autant plus importante. Ainsi, en 2020 les mises en chantier chutent de près de 32% par rapport à 2019. Toutefois, il faut relativiser ces évolutions, car les volumes restent élevés, comparables à ceux de 2017. Néanmoins, la contraction s'est accentuée en fin d'année : elle s'observe tout particulièrement sur le secteur des locaux privés où les surfaces mises en chantier ont été divisées par trois en un an (par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019).

### Evolution de l'activité entretien-rénovation

#### Bâtiment en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



\* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Source : Enquête entretien-rénovation Réseau des CERC

**-2%**

de l'activité entretien-rénovation réalisée à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 par rapport à 2019

La compression d'activité s'est atténuée au 3<sup>ème</sup> trimestre de :

-1,3% sur le segment du résidentiel, -3,5% sur celui du non résidentiel.

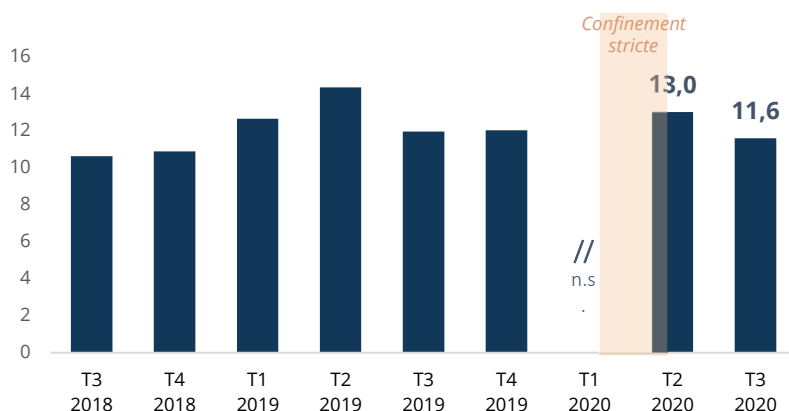
**90%**

d'activité entretien-rénovation au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 par rapport au 3<sup>ème</sup> trim. 2019

Le taux d'avancement de l'activité est comparable pour chaque segment, près de 90% d'activité pour le logement et pour le non résidentiel par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019.

### Evolution des carnets de commandes en entretien-rénovation Bâtiment en région

Unité : nombre moyen de semaines



Source : Enquête entretien-rénovation Réseau des CERC

**12 semaines**

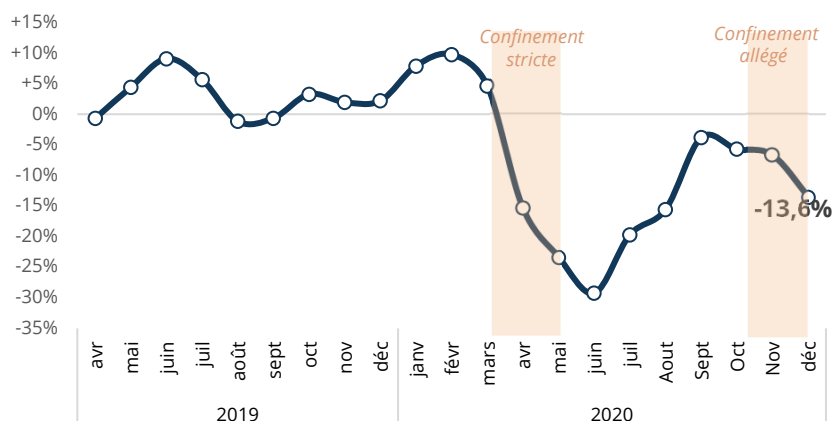
de carnets de commandes en entretien-rénovation à la fin 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 par rapport à fin 3<sup>ème</sup> trim. 2019

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020, ce sont moins de 12 semaines de travail qui sont garanties par les carnets de commandes en entretien-rénovation en région. Ces plans de charge se révèlent légèrement moins garnis que ceux de l'année dernière même période.

## ► Dans la construction neuve

### Evolution sur 3 mois glissants du nombre de logements mis en chantier en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



## 89%

de logements mis en chantier en 2020 (de fin décembre 2019 à fin décembre 2020) par rapport à la même période en 2019

Avec un taux d'avancement de l'activité à 89% en 2020, comparé à 2019, ce sont un peu plus de 21 400 logements neufs qui ont mis en chantier sur un an, (en cumul sur 12 mois), contre plus de 24 100 un an auparavant à la même période.

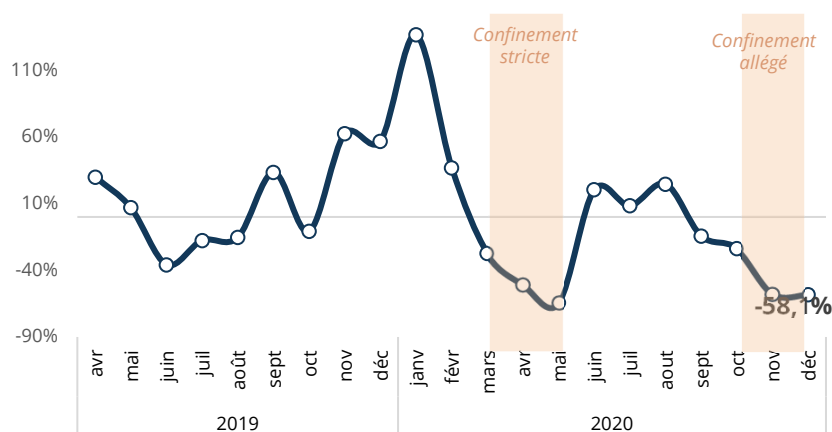
## -14%

de mises en chantier de logements neufs en octobre-décembre 2020 par rapport à octobre-décembre 2019

Au 4<sup>ème</sup> trimestre, les mises en chantier de logements collectifs et individuels purs se replient. Ainsi, le segment des appartements affiche une baisse plus marquée, : -20% par rapport à la même période 2019). Quant à l'individuel pur, il recule de 5% sur la même période. Seul l'individuel groupé résiste, affichant une évolution positive : il progresse de près de 7% à fin décembre, en cumul sur 3 mois glissants, par rapport à 2019.

### Evolution des surfaces de locaux mis en chantier en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



## 68%

de locaux mis en chantier 2020 (en cumul de fin décembre 2019 à fin décembre 2020) par rapport à la même période en 2019

En cumul sur 12 mois (fin décembre 2019 à fin décembre 2020) ce sont 2 021,9 milliers de m<sup>2</sup> de locaux qui ont été mis en chantier en région, contre 2 961,4 milliers de m<sup>2</sup> sur la même période un an plus tôt. Aucun secteur n'est épargné. Attention ! 2019 est une année haute avec des volumes de mises en chantier importants, supérieurs aux années précédentes.

## -58%

de mises en chantier de locaux neufs en octobre-décembre 2020 vs octobre-décembre 2019

Après, l'embellie observée entre juin et août les mises en chantier de locaux affichent de nouveau, depuis septembre, une compression. Celle-ci s'est accentuée au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 : ce sont à peine 526 milliers de m<sup>2</sup> de locaux qui ont été construits sur cette période contre plus de 1 256 milliers de m<sup>2</sup> un an auparavant, les 4<sup>èmes</sup> trimestres 2018 et 2019 étant ceux où les volumes mis en chantier sont les plus élevés de la série depuis 2009.

Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée pour les logements et en date de prise en compte pour les locaux, estimations à fin décembre 2020



## Pour les entreprises de Travaux Publics

Les conséquences de la crise sanitaire se révèlent importantes sur l'activité des Travaux Publics en 2020. Après un 3<sup>ème</sup> trimestre où le solde d'opinion sur l'activité s'était relevé celui-ci s'effondre au 4<sup>ème</sup> trimestre (même si le 2<sup>ème</sup> confinement de la fin de l'année semble avoir été moins contraignant pour l'activité des entreprises que celui du printemps).

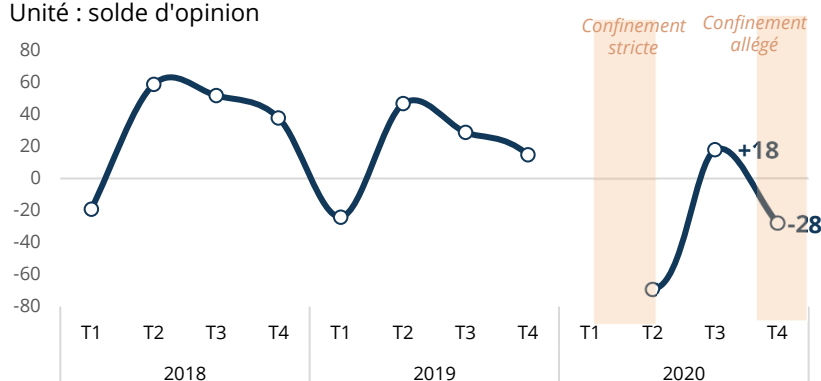
Selon les chefs d'entreprises la reprise se fait attendre au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 : l'activité des mois d'octobre à décembre est toujours en berne avec un solde d'opinion bas. Les carnets de commandes ne se sont pas regarnis (la commande publiques en particulier les marchés émanant des communes, étant toujours au plus bas).

Selon ces professionnels, les contraintes qui limitent la capacité de production des entreprises sont fortes, l'insuffisance de la demande étant le principal facteur bloquant l'accroissement de leur production au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020.

### ► Opinion des chefs d'entreprise sur leur activité

#### Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur l'activité du trimestre en région

Unité : solde d'opinion



**-28%**

de soldes d'opinion sur l'activité récente du 4<sup>o</sup> trimestre 2020

Après un rebond au 3<sup>ème</sup> trimestre, le solde d'opinion sur l'activité récente s'est nettement replié au 4<sup>ème</sup> trimestre.

**83%**

des entreprises de Travaux Publics estiment être limitées dans leur capacité de production à la fin 4<sup>o</sup> trim. 2020

Pour 41% d'entre elles, l'insuffisance de la demande est un des facteurs principaux qui limite leur production.

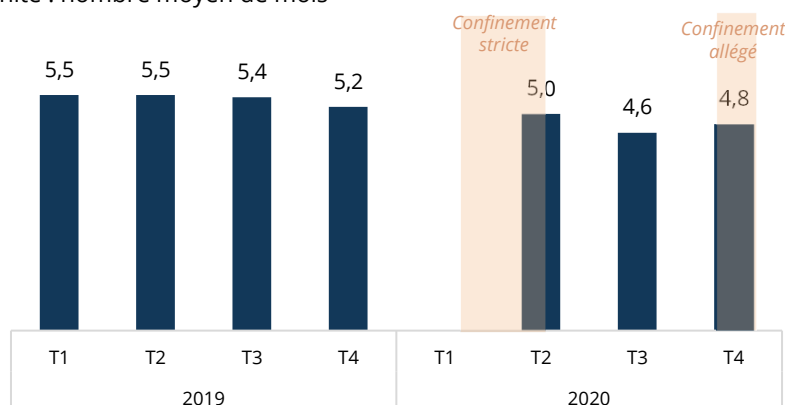
Source : Enquête trimestrielle FNTP/ INSEE

! Absence de données au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

### ► Carnets de commandes

#### Evolution des carnets de commandes des entreprises de TP en région

Unité : nombre moyen de mois



**-0,4 mois**

de carnets de commandes à la fin 4<sup>o</sup> trimestre 2020 par rapport à fin 4<sup>o</sup> trimestre 2019

Avec moins de 5 mois de travail assurés en moyenne au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020, les carnets de commandes restent inférieurs à ceux de 2019.

? Absence de données au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

## Pour l'approvisionnement des chantiers en matériaux

**Au niveau national :** L'UNICEM dans un communiqué de presse conjoncture du 3 décembre indiquait que l'année 2020 se solderait par une contraction de l'activité de l'ordre de -8% pour les granulats et -10% pour le BPE (en données brutes). Même avec un possible rebond de l'activité en 2021, celle-ci resterait très contrainte, se limitant au maximum à +4% pour les granulats et étant quasi-nul pour le BPE. Les niveaux de production de 2021 s'établiraient ainsi en deçà de ceux de 2019, de l'ordre -5% pour les granulats et de -10% pour le BPE.

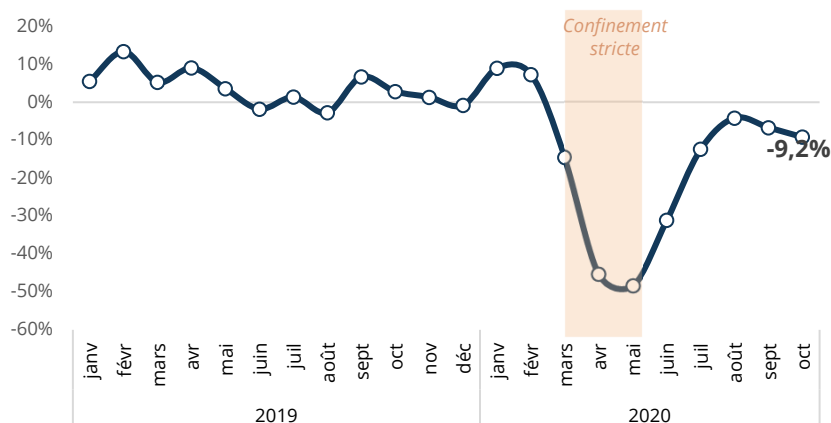
**En Hauts-de-France :** l'activité du BPE comme celle des granulats s'affichent toujours en dessous des productions réalisées en 2019 (productions cumulées entre janvier et octobre : -15% pour les granulats et -18% pour le BPE par rapport à 2019). En évolution sur 12 mois glissants à octobre 2020, le repli s'établit à -13% pour la production de granulats (15 142 kt). En ce qui concerne le BPE (2 171 016 m<sup>3</sup>) la baisse est de -16% par rapport à la même période 2019.

Sur les trois derniers mois, après un rebond en août, les productions de BPE (fortement liées à l'activité de la construction neuve) et granulats (qui alimentent l'activité des travaux publics) repartent à la baisse en septembre et octobre.

### ► Production de BPE

#### Evolution sur 3 mois glissants de la production de BPE (Béton prêt à l'emploi) en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

**82%**

de BPE produits entre janvier et octobre 2020 par rapport au volume atteint sur la même période de 2019

En cumul depuis le début de l'année 2020 jusqu'à octobre ce sont près de 1 802 600 m<sup>3</sup> de BPE qui ont été produits en région, contre plus de 2 200 300 m<sup>3</sup> en 2019 sur la même période.

**-9%**

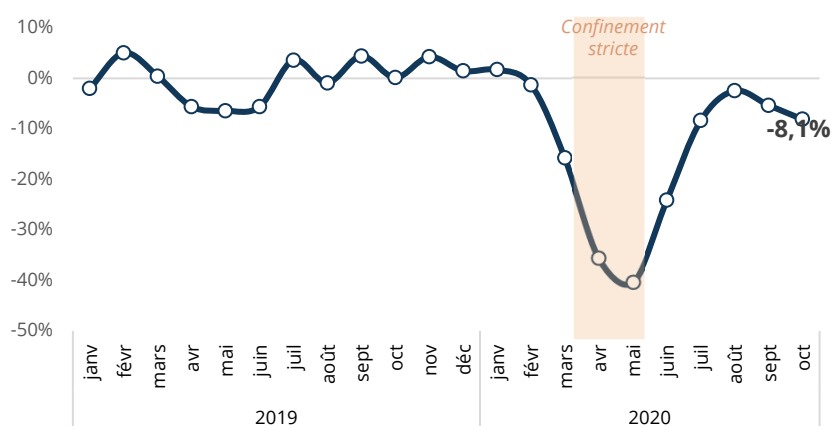
de production de BPE en août-octobre 2020 par rapport à août-octobre 2019

Après une amélioration en août, la courbe de production de BPE repart à la baisse en septembre et octobre 2020. Sur 3 mois glissants la production chute de 9%, affichant des volumes de l'ordre de 601 600 m<sup>3</sup>.

### ► Production de granulats

#### Evolution sur 3 mois glissants de la production de granulats en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

**85%**

de granulats produits entre janvier et octobre 2020 par rapport au volume atteint sur la même période de 2019

En cumul depuis le début de l'année 2020 jusqu'à octobre, ce sont un peu moins de 12 700 kt qui ont été produits en région, contre près de 15 000 kt en 2019 sur la même période.

**-8%**

de production de granulats en août-octobre 2020 par rapport à août-octobre 2019

Même si l'on observe une embellie du niveau de production en août, l'activité se replie toujours sur les 3 derniers mois glissants : près de 4 300 kt, contre près de 4 700 kt un an plus tôt à la même période.



## 2| Quels impacts sur l'emploi et la santé des entreprises ?

### L'emploi

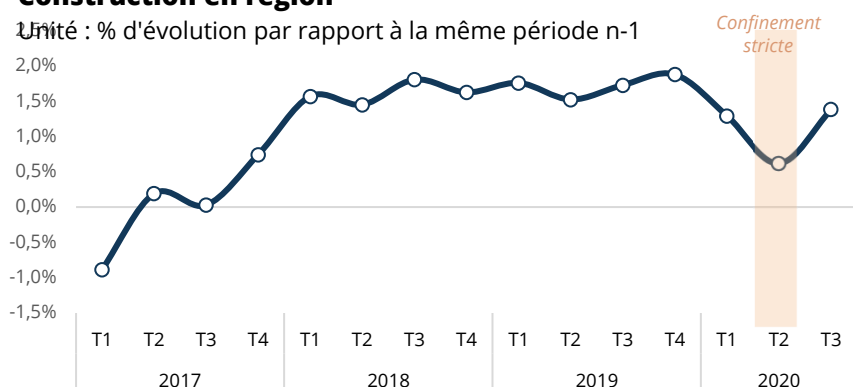
Après un fléchissement de la croissance au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, l'emploi salarié repart au 3<sup>ème</sup> trimestre. Le volume des salariés en activité dans la filière Construction atteint un des niveaux les plus élevés depuis 2014 à la même période.

Malgré une inversion de la courbe depuis juillet, l'emploi intérimaire ne retrouve encore pas son niveau d'avant la crise. En glissement sur 3 mois, à fin octobre, la compression des ETP intérimaires dans la Construction atteint encore -13%. Néanmoins, les volumes restent élevés : on comptabilise en moyenne 10 700 intérimaires en ETP au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020.

La tension sur le marché de l'emploi reste importante au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 : en évolution, les DEFM de catégorie A dans la Construction affichent +9% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019. Toutefois en volume le niveau des DEFM au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 est l'un des plus bas enregistrés avec celui du 3<sup>ème</sup> trimestre 2019, depuis avant 2010.

#### Evolution trimestrielle de l'emploi salarié dans la Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ACOSS - URSSAF (données cvs)

**+1,4%**

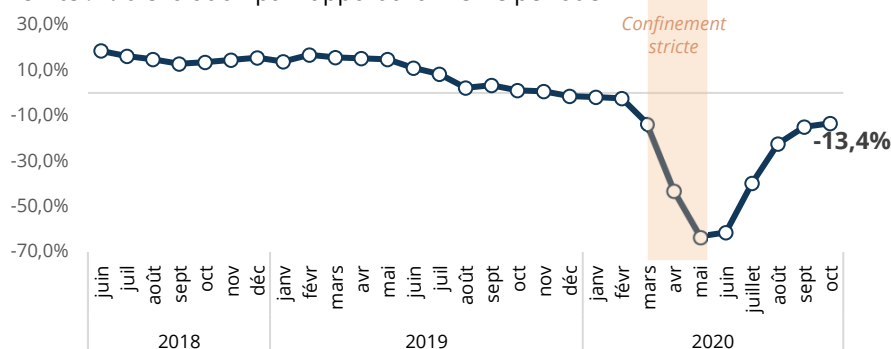
de salariés dans la Construction au 3<sup>er</sup> trim. 2020 par rapport au 3<sup>er</sup> trim. 2019

Malgré un ralentissement de la croissance au 2<sup>ème</sup> trimestre, l'emploi salarié reste bien orienté. Avec près de 110 600 salariés recensés à fin septembre, le volume des emplois dans la Construction est le plus élevé constaté sur les cinq dernières années à la même période.

Le dispositif d'activité partielle mis en place pour maintenir les emplois permanents a permis, a priori, de maintenir cette croissance.

#### Evolution trimestrielle de l'emploi intérimaire dans la Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : DARES (données brutes - ETP)

**-13%**

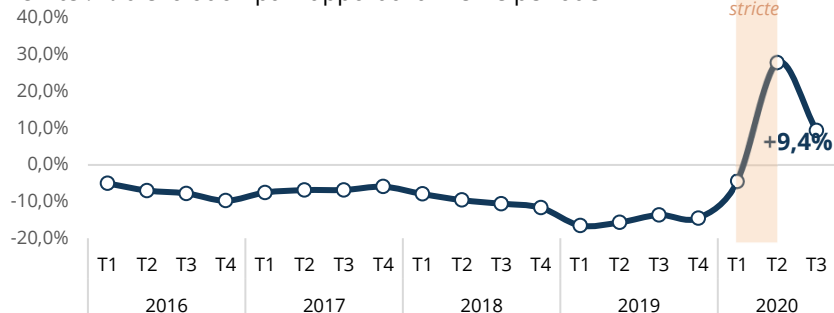
d'intérimaires dans la Construction en août-octobre 2020 par rapport à août-octobre 2019

L'emploi intérimaire dans la construction continue à se redresser progressivement, (les volumes sont importants, tout en restant, cependant, en dessous du niveau d'août-octobre 2019).

Au cours des 3 derniers mois (août-octobre) 2020, on comptabilise plus de 10 700 intérimaires en ETP dans la Construction (12 400 ETP août-octobre 2019, un niveau haut : ce volume n'avait pas été atteint depuis 2007 à la même période).

#### Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi en fin de mois en catégorie A dans la Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

**+9%**

de demandeurs d'emploi recherchant un métier Construction à fin 3<sup>o</sup> trimestre 2020 par rapport à fin 3<sup>o</sup> trimestre 2019

29 600 demandeurs d'emploi de catégorie A sont recensés à fin septembre 2020. Le niveau élevé de demandeurs d'emploi est à mettre en parallèle avec la baisse de l'activité qui s'est prolongée (en juillet et août), après le 1<sup>er</sup> déconfinement.



## La dynamique d'entreprises

La dynamique des entreprises s'affiche encore pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres à contre courant des indicateurs de l'activité de la Construction, car l'impact de la crise ne sera visible que dans quelques mois sur ces indicateurs.

Ainsi, les créations d'entreprises affichent toujours au 4<sup>ème</sup> trimestre une évolution nettement positive par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019.

Malgré la crise, les niveaux de créations affichent des records en 2020 : + 5%, soit 4 805 créations d'entreprises de la Construction en 2020, contre 4 582 en 2019.

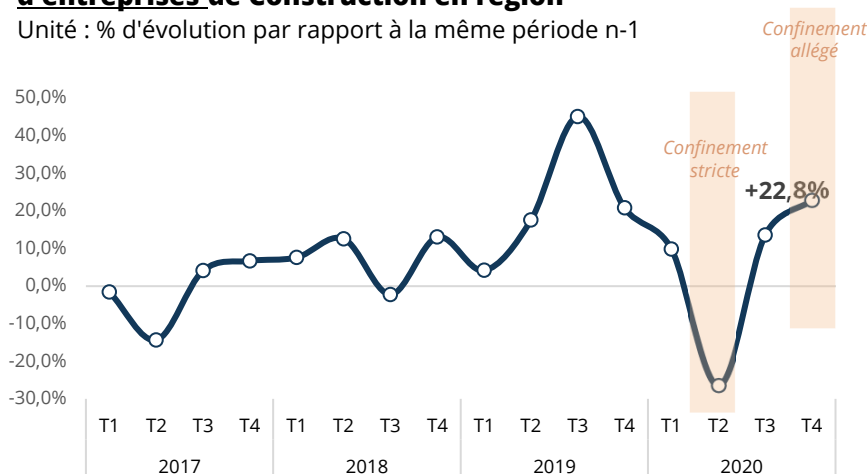
En parallèle les défaillances d'entreprises continuent à baisser au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020.

Toutefois, ces chiffres sont à prendre avec précaution, car ils sont liés en partie au ralentissement du fonctionnement des jugications commerciales pendant confinement, au rattrapage des dossiers à traiter après le confinement et aux délais supplémentaires accordés à certaines procédures.

Par ailleurs, les aides mises en place par le gouvernement pour soutenir les entreprises ont permis de maintenir en partie l'activité et les trésoreries à flot .

### Evolution trimestrielle des créations d'entreprises de Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



**+23%**

de créations d'entreprises au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019

Après un effondrement au 2<sup>ème</sup> trimestre, on assiste aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres à une nette accélération de la reprise des créations d'entreprises : on comptabilise plus de 1 440 nouvelles d'entreprises au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2020, contre un peu plus de 1 170 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 (niveau déjà élevé).

### Evolution trimestrielle des défaillances d'entreprises de Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



**-46%**

de défaillances d'entreprises au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019

Comme au 2<sup>ème</sup> trimestre, le nombre de défaillances d'entreprises est faible : selon les données de la Banque de France 83 entreprises de la Construction sont concernées par des procédures judiciaires au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020. Un volume qui semble faible par rapport aux niveaux constatés habituellement.

**⚠ Ces chiffres sont à prendre avec précaution :**

*Cette baisse n'indique pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté mais à la fois l'impact qu'a eu la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui modifient temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiement.*

*La sortie progressive de ces dispositifs temporaires devrait se traduire par un retournement de tendance observable sur des données calculées en moyenne sur 3 mois glissants.*

Avertissement : source Banque de France

Source : Banque de France (données brutes)



### 3| Quelles perspectives de relance pour le secteur ?

#### Les prévisions économiques nationales

Dans sa note de conjoncture du 4 février 2021, l'INSEE fait état, selon les premières estimations des comptes trimestriels d'un recul de l'activité économique, sans précédent de -8,3% en moyenne annuelle en 2020 : une situation un peu moins dégradée qu'anticipé (en novembre l'INSEE prévoyait une évolution du PIB 2020 de l'ordre -9% à -10% par rapport à 2019). Selon l'institut public, le second confinement a davantage fait baisser la consommation des ménages que la production (le choc ayant été circonscrit aux secteurs les plus concernés par les mesures de restriction), l'écart du PIB à son niveau d'avant crise étant de - 8% en novembre pour revenir à -4% en décembre 2020. En janvier, l'activité aurait été globalement stable, au même niveau que décembre, soit 4% en dessous de son niveau d'avant crise.

Dans sa dernière note de conjoncture, en date du 8 février 2021, la Fédération Nationale des Travaux Publics fait état d'une perte sans précédent d'activité de -12,5% en 2020. Pour 2021, l'organisation professionnelle anticipe (selon les scénarii retenus) un « rebond technique » de l'ordre de +2% à +8%, par rapport à 2020. Cette embellie ne permettra pas toutefois de retrouver les niveaux d'activité enregistrés avant la crise.

#### La commande publique

Les résultats se relèvent défavorables pour la fin de l'année 2020 et les perspectives sont moroses pour le début 2021 :

Les entreprises de bâtiment anticipent une dégradation de leur activité en entretien-rénovation sur le segment des locaux en fin d'année. Les perspectives pour le 1er trimestre 2021 devraient se révéler tout aussi pessimistes.

Les professionnels des Travaux Publics ne sont pas optimistes quant à leur activité du début 2021 en Hauts-de-France : avec 32% d'appels d'offres de moins remis en 2020 par rapport à 2019, la commande publique est à la « traîne ». ils n'envisagent pas une reprise immédiate (les marchés de travaux publics publiés en janvier affichent encore -11% par rapport à ceux publiés en janvier 2019). Cela malgré les investissements annoncés dans le plan de relance, notamment, en faveur des infrastructures.

#### ► Dispositif national de relance via la commande publique dans l'entretien-rénovation de bâtiments

#### 4 Md€ sur 2 ans RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS

Premier appel à projet mi-septembre 2020

Investissement financier conséquent pour la rénovation énergétique des bâtiments publics. 300M€ seront délégués aux Régions. Une enveloppe sera dédiée aux projets des collectivités locales via les préfets

#### 500 M€ sur 2 ans RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS SOCIAUX

Pour des opérations à partir du printemps 2021

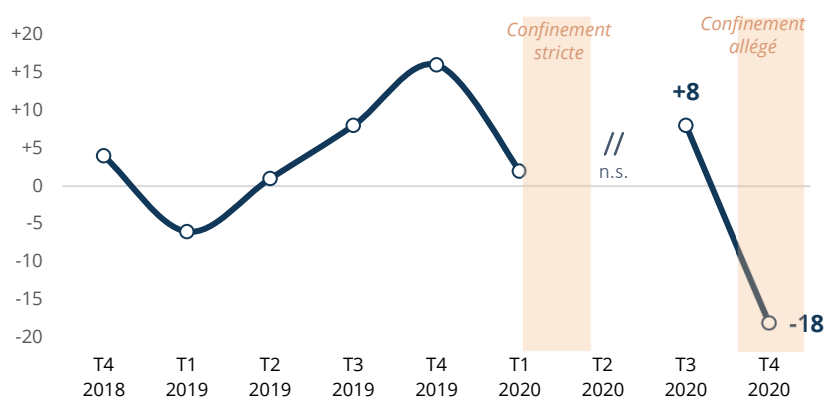
Subventions aux organismes HLM et aux collectivités pour des travaux de rénovations énergétiques dans le parc de logement social.

Source : [https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf)

#### ► Dans l'entretien-rénovation de locaux

#### Prévision d'activité en entretien-rénovation de locaux pour le trimestre suivant en région

Unité : solde d'opinion



**-18%**

d'opinion sur l'activité future en entretien-rénovation de locaux pour le 4<sup>e</sup> trimestre

Malgré une amélioration de l'activité entretien-rénovation de locaux au 3<sup>e</sup> trimestre, la situation demeure morose, en baisse de -3,5% par rapport à 2019. Dans ce contexte, les professionnels du Bâtiment n'envisagent pas de reprise sur ce segment à court terme : les prévisions pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2020 sont jugées défavorables (le solde d'opinion affiche ainsi -18). Celles du 1<sup>er</sup> trimestre 2021 devraient être négatives aussi.





## ► Dispositif national de relance via la commande publique dans la construction neuve d'infrastructures

**550 M€** sur 2 ans  
**INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT\***

*Opérations engagées entre 2020 et 2022*

Modernisation et amélioration d'infrastructures de transports : voies réservées aux transports en commun, covoiturage, déploiement de bornes électriques, travaux sur le domaine fluvial, chantier du Lyon-Turin...

**300 M€** sur 2 ans  
**FRICHES URBAINES ET INDUSTRIELLES**

*Automne 2020 contractualisation avec les régions et lancement des premiers AMI.*

Création d'un fonds « Friches » pour aider au recyclage de fonciers déjà artificialisés. Il alimentera des Appels à Manifestation d'Intérêt nationaux et des fonds régionaux dans le cadre des Contrats de Plan Etat-Région 2021-2027.

**300 M€** sur 2 ans  
**RÉSEAUX D'EAU**

*Fin 2020 - 1<sup>er</sup> trimestre 2021 identification des projets*

Financement des agences de l'eau pour des travaux d'investissement en métropole.

**50 M€** sur 2 ans  
**RÉSEAUX ÉLECTRIQUES**

*Engagement des investissements en 2021 et 2022*

Amélioration de la résilience des réseaux électriques et transition énergétique en zone rurale.

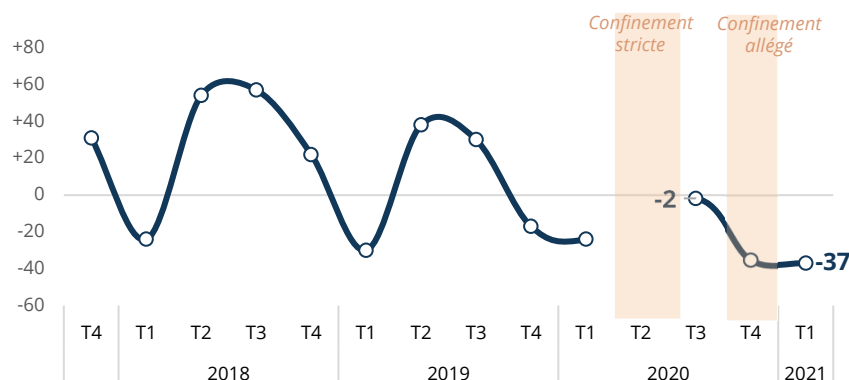
\*A cette enveloppe s'ajoute les investissements dédiés aux « mobilités du quotidien » (vélo et transports en commun ; 1,2 Md€) et au plan de soutien « au secteur ferroviaire » (4,7 Md€) prévoyant, entre autres, des investissements dans de nouvelles pistes cyclables, lignes de transport collectif, et modernisation du réseau ferré. La part allouable aux travaux n'est pour l'instant pas connue.

Source : [https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf)

## ► Solde d'opinion sur l'activité future des Travaux Publics

### Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur l'activité future en région

Unité : solde d'opinion



**-37%**

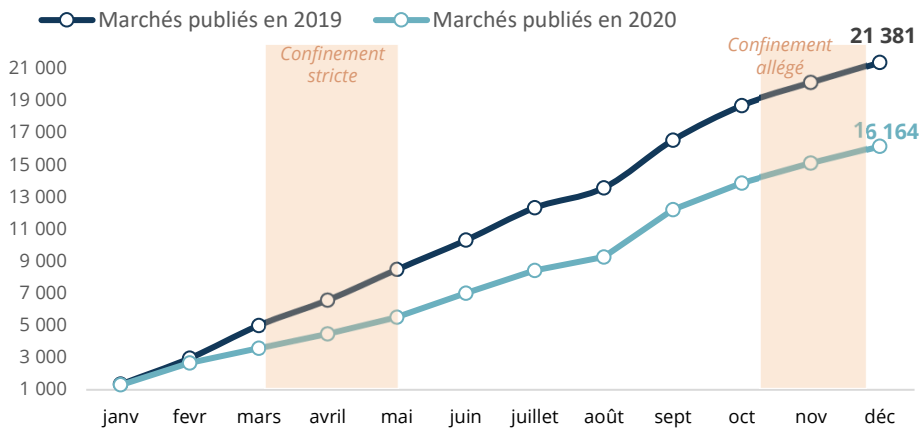
d'opinion sur l'activité future dans les Travaux Publics pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2021

Malgré les annonces du « plan de relance », les chefs d'entreprises n'anticipent pas une réelle reprise dans les prochains mois. Le retrait des carnets de commandes, le manque de visibilité concernant la commande publique ont eu une incidence sur les perspectives d'activité de la fin de l'année et du début 2021. Les prévisions pour le 1<sup>er</sup> trimestre sont mauvaises : -37, le point le plus bas de la série.

## ► Evolution du nombre d'appels d'offres publiés

### Nombre d'appels d'offres publiés par mois en région (en cumul 2020 vs 2019)

Unité : nombre de marchés



Source : Double Trade

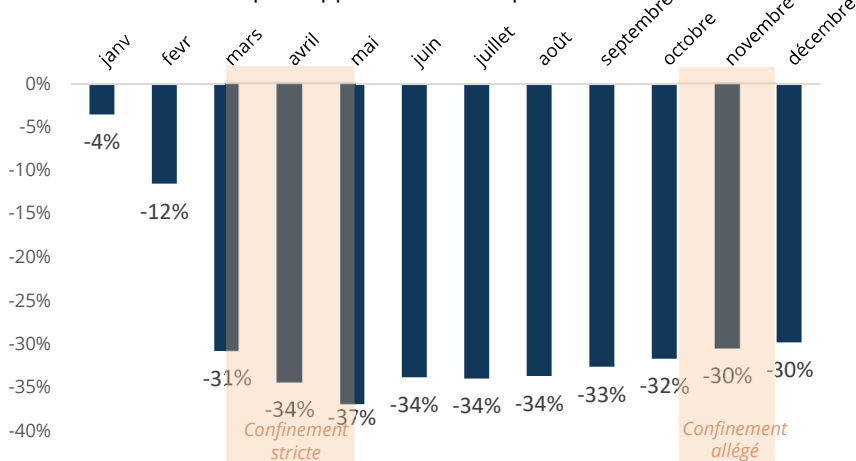
**76%**

d'appels d'offres publiés entre janvier et décembre 2020 par rapport à la même période de 2019

En 2020, un peu plus de 16 100 appels d'offres cumulés ont été publiés (de janvier à décembre) dans la région, contre près de 21 400 un an plus tôt à la même période.

### Evolution du nombre de marchés de travaux publiés en région (en cumul 2020 vs 2019)

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Double Trade

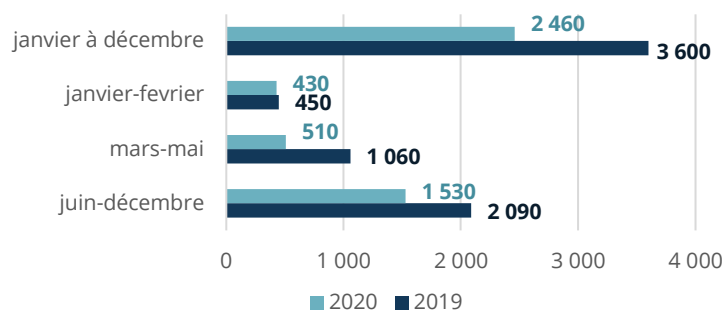
**-24%**

d'appels d'offres publiés en décembre 2020 par rapport à décembre 2019

**-30%**

d'appels d'offres de marché de travaux publiés en décembre 2020 par rapport à décembre 2019

## ► Evolution du nombre de marchés de Travaux Publics remis en région



Unité : nombre de marchés

**68%**

d'appels d'offres de marché de Travaux Publics remis\* entre début janvier 2019 et fin décembre 2020 par rapport à la même période 2019

Le niveau des appels d'offres toujours bas impacte l'activité des entreprises de Travaux Publics : 2 460 appels d'offres de marchés de travaux publics ont été remis en 2020 (en cumul du 30 décembre 2019 au 27 décembre 2020), contre 3 600 sur la même période en 2019 (du 30 décembre 2018 au 27 décembre 2019).

\* Les données présentées dans le graphique ci-contre, correspondent au nombre d'appels d'offres en date de remise et non en date de publication

Source : Vecteur Plus - FNTF



## La commande privée

Les orientations concernant la commande privée sont défavorables en fin 2020 laissant envisager un début d'année 2021 mal orienté :

Les professionnels de l'entretien-rénovation de logement envisagent une contraction d'activité sur les logements existants en fin d'année. Globalement l'année se solderait par un recul de l'activité sur les 4 trimestres 2020, Les perspectives pour le début 2021 restent incertaines, défavorables au regard des anticipations négatives enregistrées au 4<sup>ème</sup> trimestre.

Dans le neuf, la chute des permis autorisés (indicateur avancé de l'activité pour la construction neuve) sur les segments du logement comme sur celui des locaux et la baisse depuis fin 2019 de la commercialisation de logements ne laissent pas envisager de reprises en début 2021. Sans un rattrapage rapide, cela aura un impact à moyen terme sur les mises en chantier et des conséquences sur l'activité des entreprises.

Ainsi, sur les marchés des logements neufs, les commercialisations comme les réservations sont en net recul : sur les 4 derniers trimestres, les mises en vente et les réservations d'appartements baissent de -24%.

Les autorisations de construire de logements sont mal orientées : -10,5% en cumul sur l'année 2020 par rapport à 2019 (-15% sur le collectif).

Sur le marché des locaux neufs les perspectives pour 2021 sont mauvaises aussi. Ainsi, En 2020 (en cumul sur 12 mois) les volumes de surfaces de locaux autorisés sont au plus bas 21 041 milliers de m<sup>2</sup> (chiffre qui n'avait plus été atteint depuis 2015). Le seul secteur à tirer son épingle du jeu est celui des locaux industriels, globalement stabilisé à +2% sur un an.

### ► Dispositif national de relance via la commande privée dans l'entretien-rénovation de bâtiments

**2 Md€** sur 2 ans  
**RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE  
DES LOGEMENTS PRIVÉS**

Conditions fixées en octobre pour une mise en œuvre en janvier 2021

Adaptation de « MaPrimeRénov' » pour la rénovation énergétique des logements privés, ouvrant l'accès à l'ensemble des propriétaires et favorisant les rénovations globales

**200 M€** sur 2 ans  
**RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE  
DES LOCAUX PRIVÉS**

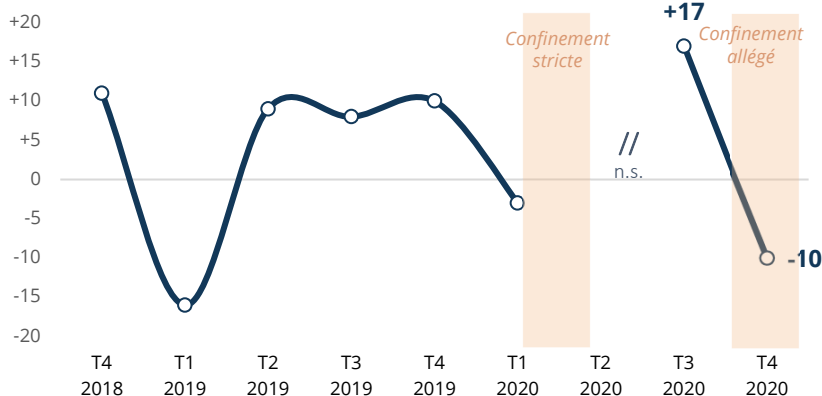
Pour des opérations à partir de janvier 2021

Dispositif d'incitation à la rénovation des bâtiments des TPE-PME du secteur tertiaire ; + dispositif d'accompagnement à la transition écologique

### ► Dans l'entretien-rénovation de logements

#### Prévision d'activité en entretien-rénovation de logements pour le trimestre suivant en région

Unité : solde d'opinion



**-10%**

d'opinion sur l'activité future en entretien-rénovation de logements pour le 4<sup>o</sup> trimestre

Avec une activité entretien-rénovation de logements\* en berne au 3<sup>ème</sup> trimestre (-1,3%), les chefs d'entreprises du Bâtiment sont pessimistes pour la fin de l'année et anticipent une baisse de leur activité sur ce segment (-10).

\*Enquête Entretien-Rénovation réalisée avant les mesures du 2<sup>ème</sup> confinement

Source : Enquête Entretien-Rénovation, FFB - Réseau des CERC



## ► Dispositif national de relance via la commande privée dans la construction neuve de bâtiments

**40 000** logements  
**CONSTRUCTION NEUVE**

12 mois pour la sélection des programmes ; construction d'ici 2023

Commande auprès des promoteurs de 40 000 logements neufs via CDC Habitat, en priorité dans les zones tendues et dans les communes du dispositif Action cœur de ville.

**350 M€** sur 2 ans  
**AIDE À LA DENSIFICATION**

Décret prévu en Mars 2021

Création d'un dispositif d'aide aux communes pour favoriser les opérations de logements denses dans un objectif de lutte contre l'étalement urbain.

**AIDE À L'INVESTISSEMENT  
DANS LA CONSTRUCTION**

Loi de finance 2021 pour des effets en 2022

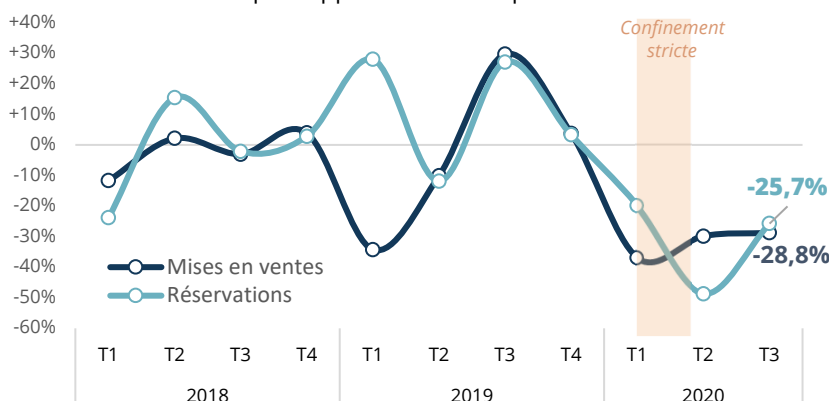
Des aménagements du dispositif Pinel et du Prêt à Taux Zéro sont en cours de discussion.

Source : [https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf)

## ► Promotion immobilière

### Evolution trimestrielle du nombre de logements collectifs et indiv. groupés mis en ventes et réservés

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, ECLN

**-29%**

de logements mis en vente au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2019

Des volumes de logements mis en vente toujours bas au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 : près de 500 logements de moins de commercialisés par rapport à l'année dernière à la même période, soit une chute des mises en vente de logements de -29%. Sur le segment du collectif les commercialisations sont en chute de quasiment 1/3 par rapport à la même période de 2019.

**-26%**

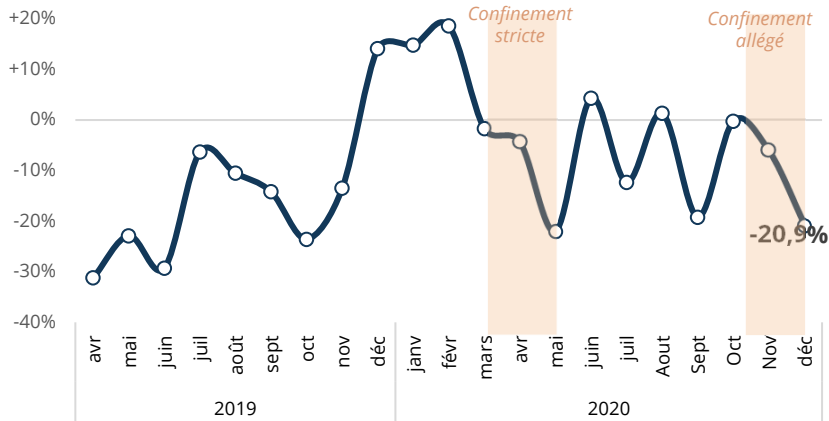
de logements réservés au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2019

Après une contraction de -55% au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 (deux fois moins de réservation de logements qu'au 2<sup>e</sup> trimestre 2019), les ventes de logements reprennent timidement. Mais les volumes (à peine 1 200 logements réservés) ne permettent pas de rattraper le niveau du 3<sup>e</sup> trimestre 2019 (plus de 1 600 réservations).

## ► Autorisations de construire

### Evolution sur 3 mois glissants du nombre de logements autorisés en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin décembre 2020

**90%**

de logements autorisés entre janvier et décembre 2020 par rapport à la même période en 2019

En 2020, (en cumul de fin décembre 2019 à fin décembre 2020), ce sont près de 23 500 logements qui ont été autorisés, contre plus de 26 200 un an plus tôt.

**-21%**

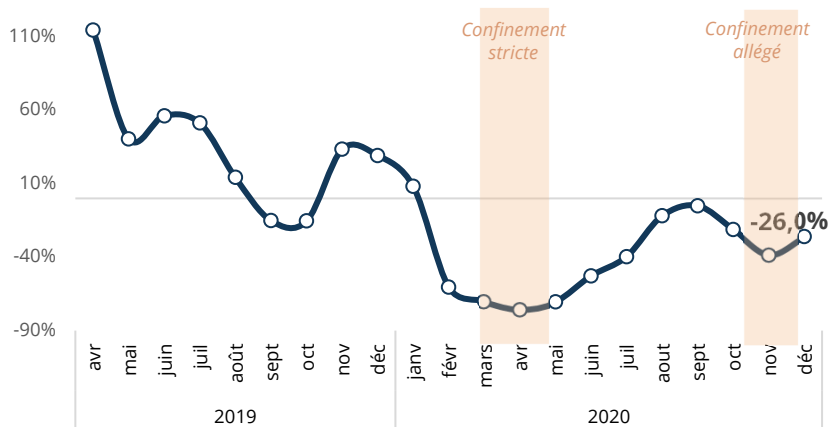
d'autorisations de logements neufs en octobre-décembre 2020 vs octobre-décembre 2019

Malgré une amélioration en octobre, les niveaux d'autorisation de permis terminent l'année en net repli : 6 229 logements autorisés au 4<sup>ème</sup> trimestre contre 7 872 un an auparavant.

Seul le segment de l'individuel pur ressort positif de +8% en décembre (sur 3 mois glissants). En parallèle, le collectifs (-33%) et l'individuel groupé (-15%) se contractent au 4<sup>ème</sup> trimestre. A noter qu'au 4<sup>ème</sup> trimestre, les mises en chantier de logements dépassent, en nombre, les permis autorisés.

### Evolution des surfaces de locaux autorisés en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte, estimations à fin décembre 2020

**56%**

de locaux autorisés entre janvier et décembre 2020 par rapport à la même période en 2019

En 2020, les surfaces autorisées de locaux représentent 2 841 milliers de m<sup>2</sup> (niveau le plus bas depuis 2015), contre 5 036 milliers de m<sup>2</sup> en cumul sur la même période 2019.

Attention ! 2019 est l'année la plus haute enregistrée sur la série depuis 2009.

**-26%**

d'autorisations de locaux neufs en octobre-décembre 2020 vs octobre-décembre 2019

Le recul cumulé sur 3 mois s'avère marqué sur tous les secteurs. Les surfaces autorisées dans les secteurs privé et public se contractent de 25% par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019. Seules les autorisations de locaux industriels progressent au cours de la même période (+12%).

## 4 | Quelles dynamiques départementales en un clin d'œil ?

### Niveau d'activité 2020 comparé au niveau 2019 (à la même période) par département

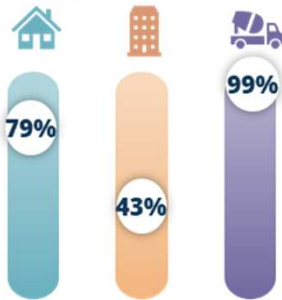
Unité : taux d'avancement | Traitement : CERC | Sources : SDES, Double Trade; UNICEM

 **Mises en chantier de logements** à fin décembre 2020

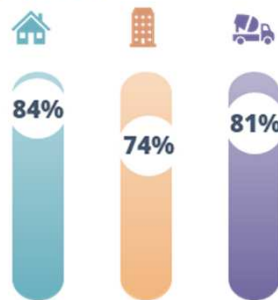
 **Production de BPE** à fin octobre 2020

 **Mises en chantier de locaux** à fin décembre 2020

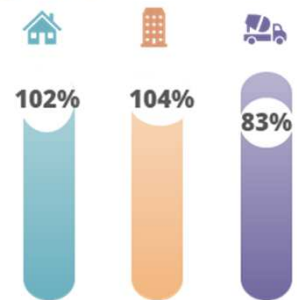
#### »» Aisne



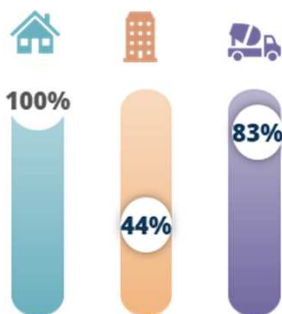
#### »» Nord



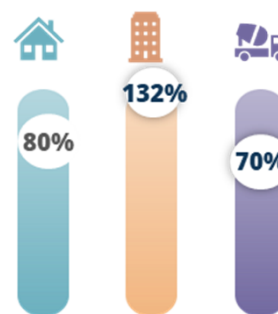
#### »» Oise



#### »» Pas-de-Calais



#### »» Somme



### Avec le concours des membres de la CERC :



### Et du GIE Réseau des CERC :



**CERC Hauts-de-France**

Tél. : 03.20.40.53.39 | cerc.hauts-de-france@i-carre.net

[www.cerc.hautsdefrance.fr](http://www.cerc.hautsdefrance.fr)

